

N° 5193⁶

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels portant transposition de la Directive 1999/44/CE du Parlement et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation et modifiant la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur et l'article 1648 du Code civil

* * *

AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT

(2.3.2004)

Par dépêche en date du 10 février 2004, le Conseil d'Etat s'est vu saisir, sur base de l'article 19(2) de sa loi organique, par le Président de la Chambre des députés d'un amendement au projet de loi sous rubrique, adopté par la Commission de l'économie, de l'énergie, des postes et des transports de la Chambre. L'amendement en question était accompagné d'une motivation ainsi que d'un nouveau texte coordonné du projet de loi.

L'amendement adopté par la Commission compétente de la Chambre vise à supprimer l'alinéa 3 de l'article 8 du projet de loi initial. Le Conseil d'Etat y marque son accord.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat constate à la lecture du texte coordonné que la Commission a repris l'intégralité des propositions qu'il avait faites à l'occasion de son avis du 27 janvier 2004.

Le Conseil d'Etat se rallie dès lors au nouveau texte coordonné proposé.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 2 mars 2004.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

